

Sur l'esprit de cet atelier :

Distinguer :

→ **La didactique** : transposition des savoirs savants, experts, bruts, en savoirs scolaires, accessibles, transmissibles à l'apprenant
=> Interrogation de nature plutôt *épistémologique* sur les notions, les concepts et les principes qui devront se transformer en contenus enseignés.

→ **La pédagogie** : pratiques et méthodes éducatives ; mise en œuvre dans une classe ; relation maître-élève
=> Interrogation de nature *éducative* et relationnelle

Ici : tentative de créer une **didactique** en DGEMC.

Plusieurs propositions d'entrées pour construire le cours :

Entrée 1 : se saisir d'un EMC et montrer comment le droit l'encadre

Entrée 2 : montrer l'évolution du droit dans un domaine

Entrée 3 : mettre en évidence une contradiction interne du droit

Dans ce fichier, les propositions de plan concernent le chapitre :

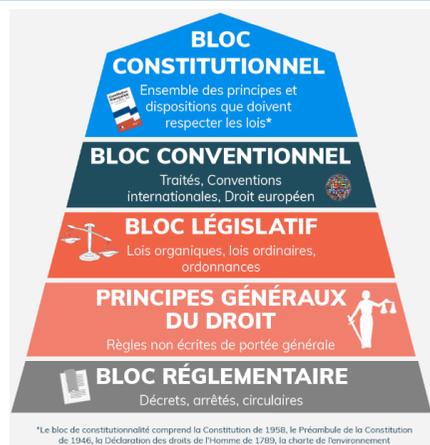
1.1.2 - Les lois, décrets, arrêtés et ordonnances	Notions : loi organique, loi ordinaire, domaines législatif et réglementaire ; principe de légalité ; décret ; arrêté ; ordonnance ; hiérarchie des normes Institutions : assemblée nationale, sénat, gouvernement
---	---

Exemple 1 :		
Thème	Sources du droit, Liberté et sécurité	
Formulation d'un enjeu	Entrée 1 : Etat d'urgence sanitaire : peut-on élaborer des normes juridiques en situation d'urgence sans porter préjudice aux libertés fondamentales ?	
Programme DGEMC	<p>1.1.1 - La Constitution</p> <p>1.1.2 - Les lois, décrets, arrêtés et ordonnances</p> <p>1.1.3 - La jurisprudence</p> <p>1.2 - L'organisation judiciaire en France</p> <p>2.2.1 - Liberté et sécurité</p>	
Notions juridiques	<p>pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ; séparation des pouvoirs, démocratie, représentation, contrôle de constitutionnalité</p> <p>loi organique, loi ordinaire, domaines législatif et réglementaire ; principe de légalité ; décret ; arrêté ; ordonnance ; hiérarchie des normes</p> <p>juridictions, décision de justice (arrêtés, jugements, décisions et avis), Conseil d'État, Conseil constitutionnel</p> <p>ordre administratif, degrés de juridiction, appel, référé</p> <p>liberté, ordre public de protection, sécurité publique</p>	
Documents	Documents / plan	Nature du document
	I. L'état d'urgence sanitaire : assurer la santé publique s'accompagne d'une limitation des libertés 1) L'état d'urgence : pour assurer la santé publique , le pouvoir exécutif a des pouvoirs accrus 2) L'état d'urgence limite des libertés fondamentales	<p>Vidéos sur l'entrée en vigueur de l'état d'urgence</p> <p>Legifrance : Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant...</p> <p>Qu'est-ce qu'un décret ? Vie-publique.fr (dossier DGEMC)</p> <p>Vidéos et articles de presse sur des arrêtés municipaux imposant le port du masque</p> <p>Arrêté : www.collectivites-locales.gouv.fr</p> <p>Ordre public : DDHC, jurisprudence CC</p> <p>Legifrance : DDHC</p> <p>articles 2 et 4 pour la liberté de circulation</p> <p>article 10 pour la liberté de manifester</p> <p>Jurisprudence CC</p> <p>Vie-publique.fr : dossier DGEMC : schéma de la hiérarchie des normes</p>
	II. L'état d'urgence approfondit le déséquilibre entre les pouvoirs exécutif et législatif 1) La séparation des pouvoirs : des pouvoirs séparés mais imbriqués 2) L'ordonnance : des pouvoirs accrus pour l'exécutif face au législatif	<p>Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19</p> <p>DDHC, article 16 (loi, expression de la volonté générale)</p> <p>Constitution, articles 34 et 37 (domaine législatif, réglem°)</p> <p>Site de l'Assemblée nationale, du Sénat</p> <p>La procédure législative sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/fileadmin/infographies/la_navette_parlementaire/</p>

Liberté vs. Sécurité
comme
ENJEU DU MONDE CONTEMPORAIN

	legifrance Vidéos sur les ordonnances Covid-19 Constitution, article 38 Qu'est-ce qu'une ordonnance ? Vie-publique.fr : dossier DGEMC
III. Quelles autorités peuvent être garantes des libertés fondamentales ? 1) Le rôle des juridictions administratives pour limiter le pouvoir exécutif 2) Le Conseil constitutionnel : gardien ultime des libertés fondamentales ?	Articles de presse sur les actions de recours en justice contre les arrêtés rendant le port du masque obligatoire Exemples de décisions des tribunaux administratifs Décisions du Conseil d'Etat Décisions du Conseil Constitutionnel suite à des QPC Qu'est-ce qu'une QPC ? Loi organique du 10 décembre 2009
Pour aller plus loin	
Connaissances connexes	Approfondir la question de la loi sous un aspect philosophique Les libertés fondamentales sont aussi protégées par des textes du droit international et européen. Histoire de la Vème République par rapport à l'instabilité politique des républiques précédentes. Les caractéristiques du régime semi-présidentiel.
Activités et exercices	Documents donnés en avance pour préparer le cours. Visionnage de vidéos. Consultations des sites institutionnels. Lecture des documents en classe.
Remarques	Ce chapitre peut sembler dense, mais il présente de manière cohérente une problématique (liberté vs. Sécurité) tout en donnant un panorama cohérent des sources du droit.
Durée	6h
Liens ...	

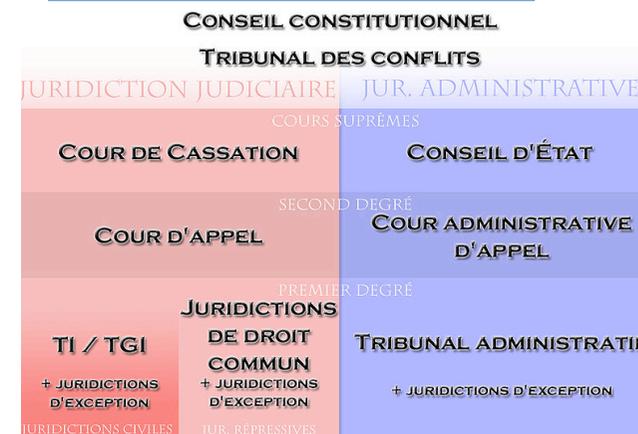
Pour terminer le I :



Pour terminer le II :

Le pouvoir	Pouvoir législatif	← ordonnance <	Pouvoir exécutif
Sa fonction	Voter les lois		Exécuter les lois
Son domaine	Domaine de la loi		Domaine réglementaire
Article de la Constitution	Article 34 : liste limitée (ex : nationalité)		Article 37 : tout le reste

Pour terminer le III :



Exemple 2 :	
Thème	Sources du droit
Formulation d'un enjeu	Entrée 1 : La démocratie participative : une manière de rendre plus démocratique la production du droit ?
Programme DGEMC	1.1.2 - Les lois, décrets, arrêtés et ordonnances
Notions juridiques	loi organique, loi ordinaire, domaines législatif et réglementaire ; principe de légalité ; décret ; arrêté ; ordonnance ; hiérarchie des normes
Documents	Documents / plan
	<p>I. La démocratie représentative, un régime politique en profonde crise</p> <p>a) Le principe démocratique : la loi, expression de la volonté générale, est votée par les représentants de la nation</p> <p>b) Un régime critiqué pour le manque de représentativité des représentants politiques et pour la prééminence de l'exécutif</p> <p>II. La démocratie participative vient compléter la démocratie représentative sans vraiment la réformer</p> <p>a) Le principe de la démocratie participative : associer les citoyens à la production des normes qui les concernent</p> <p>b) Un processus qui reste entièrement contrôlé par les autorités publiques</p>
	Nature du document
	<p>DDHC, article 6 Constitution, articles 34 et 37 La procédure législative sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/fileadmin/infographies/la_navette_parlementaire/</p> <p>Qu'est-ce qu'un décret ? (vie-publique.fr) legifrance, consultation de décrets</p> <p>Exemples de dispositifs mis en place au niveau local, surtout des villes pratiquant le budget participatif</p> <p>La Convention citoyenne pour le climat</p>
Pour aller plus loin	
Connaissances connexes	<p>Une réflexion philosophique sur les fondements de la démocratie. Démocratie directe / représentative / participative. La démocratie délibérative chez Rawls et Habermas</p>
Activités et exercices	<p>Documents donnés en avance pour préparer le cours. Visionnage de vidéos. Consultations des sites institutionnels. Lecture des documents en classe.</p> <p>Organiser un débat entre les élèves sur les avantages / inconvénients des dispositifs de la démocratie participative</p>
Remarques	
Durée	3h
Liens ...	

Exemple 3 :		
Thème	Sources du droit	
Formulation d'un enjeu	Entrée 1 : Y a-t-il trop de règles dans la société actuelle ? Ou : La multiplication des normes permet-elle encore la lisibilité du droit ?	
Programme DGEMC	1.1.2 - Les lois, décrets, arrêtés et ordonnances	
Notions juridiques	loi organique, loi ordinaire, domaines législatif et réglementaire ; principe de légalité ; décret ; arrêté ; ordonnance ; hiérarchie des normes Justiciable, insécurité juridique	
Documents	Documents / plan	
	<p>I. Une évolution de long terme : la multiplication et l'approfondissement des règles sociales</p> <p>1) Des avancées sur le plan scientifique, de l'éducation et des mentalités mènent à une moindre tolérance à l'arbitraire et à la violence</p> <p>2) Les progrès sociaux s'accompagnent d'une multiplication des règles juridiques</p>	<p>Nature du document</p> <p>Discussion avec les élèves sur la base des connaissances acquises dans d'autres matières.</p> <p>Statistiques sur les chiffres de la délinquance.</p> <p>Statistiques sur l'inflation normative du Conseil d'Etat https://www.conseil-etat.fr/ressources/etudes-publications/rapports-etudes/etudes/mesurer-l-inflation-normative</p>
	<p>II. Une inflation des normes juridiques, à la fois législatives et réglementaires</p> <p>1) Un nombre très important de normes en vigueur et une croissance constante : lois, décrets, ordonnances</p> <p>2) La système juridique français maintient des règles aujourd'hui jugées absurdes ou insolites</p> <p>3) Une production importante de « lois émotion », souvent inutiles, à la suite de faits-divers</p>	<p>DDHC, article 6 Constitution, articles 34 et 37 La procédure législative sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/fileadmin/infographies/la_navette_parlementaire/ Qu'est-ce qu'un décret ? Qu'est-ce qu'une ordonnance (vie-publique.fr)</p> <p>Articles de presse sur les lois à visée médiatique</p>
	<p>III. La multiplication des normes juridiques pose des problèmes fondamentaux au système juridique</p> <p>1) En raison de la multiplication des sources du droit, les injonctions sont parfois contradictoires</p> <p>2) La multiplication des normes et leur complexification pose des difficultés de fonctionnement aux administrations</p> <p>3) Le nombre et le manque de lisibilité des normes créent une insécurité juridique pour les justiciables</p>	<p>Mission d'information sur la simplification législative de l'Assemblée nationale</p> <p>LOI n° 2019-1332 du 11 décembre 2019 tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes https://www.precisement.org/blog/L-insecurite-legislative-causes-effets-et-parades.html</p>

Pour aller plus loin		
Connaissances connexes	<p>La « civilisation des moeurs » chez Norbert Elias. Sensibilisation à la construction des chiffres de la délinquance. Multiplication des normes par l'importance prise par le droit international, européen et de l'UE. Approfondir la notion de bureaucratie. Réflexions sur les réactions d'opposition à certaines normes à l'occasion de la crise sanitaire (oppositions au port du masque, à la fermeture des restaurants, etc)</p>	
Activités et exercices	<p>Documents donnés en avance pour préparer le cours. Visionnage de vidéos. Consultations des sites institutionnels. Lecture des documents en classe. Faire faire aux élèves des recherches sur les statistiques de l'inflation normative.</p>	
Remarques	S'appuyer sur les connaissances des élèves acquises dans d'autres matières.	
Durée	3h	
Liens ...		

Proposition de plan pour l'entrée 1 par l'enjeu :

Introduction : Justification de la question, identification de l'enjeu, contexte, éclairage par des savoirs connexes

Première partie : Formulation d'une thèse. Termes du débat.

Notions juridiques (nouvelles/reprises)

Documents :

- références législatives
- illustrations (cas pratiques)
- savoirs connexes

Transition : état du problème à la fin de cette partie. Reprise du problème.

Deuxième et troisième partie

Notions juridiques (nouvelles/reprises)

Documents :

- références législatives
- illustrations (cas pratiques)

- savoirs connexes

Conclusion :

- rappel grand enjeu et étapes du traitement juridique
- difficultés persistantes ou déplacées, s'il y a lieu
- articulation avec la leçon suivante quand c'est possible

Exemple 4 :		
Thème	Sources du droit	
Formulation d'un enjeu	Entrée 2 : Comment réformer le droit du travail pour le rendre plus souple ?	
Programme DGEMC	1.1.2 - Les lois, décrets, arrêtés et ordonnances 1.1.3 - La jurisprudence 1.1.4 - Le contrat	
Notions juridiques	loi organique, loi ordinaire, domaines législatif et réglementaire ; principe de légalité ; décret ; arrêté ; ordonnance ; hiérarchie des normes accord de volonté, liberté contractuelle, obligation contractuelle contrat de travail, lien de subordination Conseil des Prud'hommes	
Documents	Documents / plan	Nature du document
	I. Faire évoluer le droit du travail par une réforme d'ensemble 1) Les modalités de la réforme : réformer par ordonnances 2) Le contenu de la réforme : les modifications du droit du travail (Présenter quelques modifications en montrant l'avant/après)	DDHC, article 6 Constitution, articles 34 et 37 La procédure législative sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/fileadmin/infographies/la_navette_parlementaire/ Qu'est-ce qu'un décret ? Qu'est-ce qu'une ordonnance (vie-publique.fr) Legifrance : consulter certains articles du Code du travail Articles de presse qui recensent les éléments de la réforme.
	II. Les enjeux de la réforme et ses critiques 1) Une volonté de flexibilisation et de simplification des relations de travail 2) Une réception positive par le patronat et négative par les syndicats	https://droit-finances.commentcamarche.com/faq/61943-reforme-du-code-du-travail-reforme-macron https://lentreprise.lexpress.fr/rh-management/droit-travail/reforme-du-code-du-travail-9-mauvaises-nouvelles-et-une-bonne-pour-le-salarie_1944593.html https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/05/23/reforme-du-code-du-travail-ce-que-veut-faire-emmanuel-macron_5132115_4355770.html?xtmc=code_du_travail&xtcr=6
Pour aller plus loin		
Connaissances connexes	Les politiques de lutte contre le chômage, dans leur aspect de flexibilisation de la relation de travail. Le rôle des syndicats dans la protection des intérêts des salariés. L'importance des lobbies dans la prise de décision politique.	
Activités et exercices	Documents donnés en avance pour préparer le cours. Visionnage de vidéos. Consultations des sites institutionnels. Lecture des documents en classe. Organiser un débat entre deux groupes d'élèves : l'un expose les arguments du Gouvernement sur le bien fondé de la réforme, l'autre les arguments critiques des syndicats.	
Remarques		
Durée	3h	
Liens ...		

Proposition de plan pour l'entrée 2 (les réformes et révisions du droit) :

Introduction : Le projet de réforme ou la réforme mise en œuvre, rétrospection, évolution sociale et évolution du droit, possibilité d'une comparaison entre des systèmes de droit

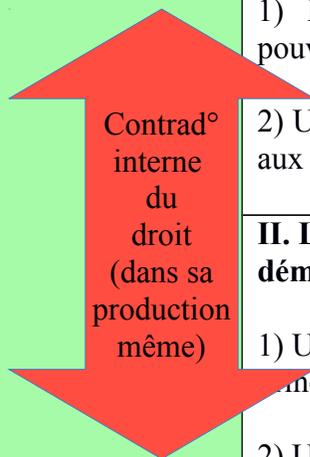
Première partie : Le projet de réforme : ce qui change

Le droit en vigueur (textes législatifs) / Le droit modifié (textes législatifs)

Deuxième partie : Interprétation du changement : nouvelles orientations sociales, lacune du droit, des usages à entériner...

Textes illustratifs : cas pratiques

Exemple 5 :	
Thème	Sources du droit
Formulation d'un enjeu	Entrée 3 : « Gouverner par ordonnances » : les pouvoirs accrus de l'exécutif n'entrent-ils pas en contradiction avec le fondement démocratique du pouvoir législatif ?
Programme DGEMC	1.1.1 - La Constitution 1.1.2 - Les lois, décrets, arrêtés et ordonnances
Notions juridiques	loi organique, loi ordinaire, domaines législatif et réglementaire ; principe de légalité ; décret ; arrêté ; ordonnance ; hiérarchie des normes justiciable, insécurité juridique
Documents	Documents / plan
	<p>I. « Gouverner par ordonnances » : une manière d'agir rapidement pour l'exécutif</p> <p>1) L'ordonnance : une exception permettant au pouvoir exécutif de légiférer</p> <p>2) Une multiplication et une banalisation du recours aux ordonnances</p> <p>II. Les ordonnances créent un déficit démocratique</p> <p>1) Une entorse à la séparation des pouvoirs, principe fondamental de l'Etat de droit</p> <p>2) Un rôle de plus en plus limité du Parlement, institution démocratique par excellence</p>
	<p>Nature du document</p> <p>https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/06/10/emmanuel-macron-champion-du-recours-aux-ordonnances-derriere-francois-hollande_5474289_4355770.html https://www.senat.fr/role/ordonnances/etude_ordonnances2.html https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/05/09/les-ordonnances-un-remede-legislatif-tres-choye-par-l-executif_5459928_823448.html</p> <p>DDHC, article 16 Constitution, articles 34 et 37 La procédure législative sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/fileadmin/infographies/la_navette_parlementaire/</p>
	<p style="text-align: center;">Pour aller plus loin</p>
Connaissances connexes	Histoire de la Vème République par rapport à l'instabilité politique des républiques précédentes. Les caractéristiques du régime semi-présidentiel. Histoire de l'institution parlementaire, apparition et rôle en Angleterre.
Activités et exercices	Documents donnés en avance pour préparer le cours. Visionnage de vidéos. Consultations des sites institutionnels. Lecture des documents en classe.
Remarques	
Durée	3h
Liens ...	



Contrad^o
interne
du
droit
(dans sa
production
même)

Exemple 6 :									
Thème	Sources du droit								
Formulation d'un enjeu	Entrée 3 : Etat d'urgence sanitaire : la protection de la santé publique n'entre-e-elle pas en contradiction avec les libertés fondamentales ? (Retour sur l'exemple 1)								
Programme DGEMC	1.1.1 - La Constitution 1.1.2 - Les lois, décrets, arrêtés et ordonnances 1.1.3 - La jurisprudence 1.2 - L'organisation judiciaire en France 2.2.1 - Liberté et sécurité								
Notions juridiques	pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ; séparation des pouvoirs, démocratie, représentation, contrôle de constitutionnalité loi organique, loi ordinaire, domaines législatif et réglementaire ; principe de légalité ; décret ; arrêté ; ordonnance ; hiérarchie des normes juridictions, décision de justice (arrêts, jugements, décisions et avis), Conseil d'État, Conseil constitutionnel ordre administratif, degrés de juridiction, appel, référé liberté, ordre public de protection, sécurité publique								
Documents	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Documents / plan</th> <th>Nature du document</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>I. L'état d'urgence sanitaire comme moyen d'assurer la sécurité publique</td> <td rowspan="3"> <div style="text-align: center; color: white; background-color: red; padding: 5px;"> Contrad° interne du droit (dans ses ambitions) </div> </td> </tr> <tr> <td>II. L'état d'urgence sanitaire constitue une menace pour les libertés fondamentales</td> </tr> <tr> <td>III. Le rôle de l'autorité judiciaire dans la défense des libertés fondamentales</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Documents / plan	Nature du document	I. L'état d'urgence sanitaire comme moyen d'assurer la sécurité publique	<div style="text-align: center; color: white; background-color: red; padding: 5px;"> Contrad° interne du droit (dans ses ambitions) </div>	II. L'état d'urgence sanitaire constitue une menace pour les libertés fondamentales	III. Le rôle de l'autorité judiciaire dans la défense des libertés fondamentales		
	Documents / plan	Nature du document							
	I. L'état d'urgence sanitaire comme moyen d'assurer la sécurité publique	<div style="text-align: center; color: white; background-color: red; padding: 5px;"> Contrad° interne du droit (dans ses ambitions) </div>							
	II. L'état d'urgence sanitaire constitue une menace pour les libertés fondamentales								
III. Le rôle de l'autorité judiciaire dans la défense des libertés fondamentales									
Pour aller plus loin									
Connaissances connexes	Les libertés fondamentales sont aussi protégées par des textes du droit international et européen. Histoire de la Vème République par rapport à l'instabilité politique des républiques précédentes. Les caractéristiques du régime semi-présidentiel.								
Activités et exercices	Documents donnés en avance pour préparer le cours. Visionnage de vidéos. Consultations des sites institutionnels. Lecture des documents en classe.								
Remarques	Exemple proche du cours proposé en Entrée 1								
Durée	6h								
Liens ...									

Liberté vs. Sécurité
 comme
CONTRADICTION INTERNE DU DROIT

Contrad° interne du droit (dans ses ambitions)

Proposition de plan pour l'entrée 3 (les contradictions du droit) :

Introduction : Formulation d'une difficulté ou d'une contradiction interne au droit

Première partie : La vocation de tel ou tel principe

Deuxième partie : La contradiction avec tel ou tel autre principe ou règle

Troisième partie : Les solutions de la contradiction